

20 novembre 1993 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe de MM. François Mitterrand, Président de la République, Edouard Balladur, Premier ministre, et Felipe Gonzalez, Président du gouvernement espagnol, sur la situation en Bosnie, la position française dans les négociations du GATT et la proposition de lancer un emprunt de cent milliards d'écus, Madrid le 20 novembre 1993.

M. GONZALES.- Bienvenue. Nous avons aujourd'hui le plaisir de recevoir le Président de la République française et son Premier ministre. C'est notre septième sommet bilatéral. Je ne vais pas faire un rappel historique, mais je voudrais tout de même souligner, comme nous l'avons fait précédemment, que nos relations sont tout à fait chaleureuses. Ce sont des relations qui ont évolué favorablement, de telle sorte que le climat de coopération dans tous les secteurs est tout à fait excellent. Le rapprochement des positions est très significatif en ce qui concerne le processus de la construction européenne, processus qui est véritablement l'axe de nos travaux au cours de ces sommets. Il y a eu des rencontres entre les ministres des différents secteurs, une rencontre entre le Président de la République et moi-même. Nous avons analysé le prochain sommet européen pour souligner l'essentiel de ce qui va être abordé et nous avons porté notre attention principalement sur la présentation du livre blanc de la Commission européenne. Nous avons souligné la nécessité de trouver une solution qui nous permette de créer des emplois grâce à la croissance. Nous avons analysé conjointement la situation économique bien entendu, et l'évolution de cette situation. Je pense que nos analyses et nos diagnostics sont extrêmement proches.

- Nous avons analysé également la situation en ce qui concerne le GATT et je dois dire que nos positions sont proches. Il est certain que la France et l'Espagne sont proches, en ce qui concerne le processus des négociations, pour ce qui est de l'organisation mondiale du commerce et pour ce qui est de la culture ou de l'agriculture. En fait nous sommes très proches en ce qui concerne la défense du commerce.\

Nous avons vu également la situation en Yougoslavie. Il y a une initiative franco-allemande - sur laquelle nous sommes d'accord - pour que l'aide humanitaire parvienne à destination. Nous souhaitons qu'il y ait des accords politiques en la matière. Nous avons vu naturellement les difficultés auxquelles nous nous heurtons, ainsi que les perspectives en ce qui concerne le sommet de l'Alliance atlantique.

- Il est évident que nous avons abordé les questions qui nous touchent directement sur le plan international, à savoir l'évolution du Maghreb, et la situation au Moyen-Orient. Ceci a fait l'objet d'un examen approfondi. Les ministres de la défense et les ministres de l'économie se sont réunis et ont examiné toutes les questions qui leur incombent. En ce qui concerne les relations bilatérales et les relations européennes, les ministres de la défense ont parlé tout particulièrement de la force aéronavale entre l'Italie, la France et l'Espagne et nous avons dit à la délégation française que nous souhaitons arriver à une décision en ce qui concerne notre participation à

française que nous souhaitons arriver à une décision en ce qui concerne notre participation à l'Eurocorps. Nous espérons le mois prochain avoir résolu la question.

- Dans le secteur des transports, on a parlé des voies de communication. Il y en a trois, et une quatrième qui aboutira à Lerida. Nous avons envisagé tous les problèmes que cela pose, mais naturellement nous prenons en compte tout particulièrement l'environnement. On a parlé également du TGV et nous avons vu également les possibilités qui s'ouvrent en ce qui concerne la liaison entre Montpellier et Barcelone. Cela prendra du temps mais il faudra l'analyser dès maintenant. Les ministres des transports ont discuté également de la situation critique du transport aérien et ont analysé nos positions qui sont très proches, pour ne pas dire convergentes. Je crois maintenant que je peux donner la parole au Président de la République française et je voudrais lui souhaiter la bienvenue à Tolède et à Madrid. J'ajouterais que le climat est non seulement cordial mais extrêmement fructueux en ce qui concerne la collaboration et la coopération entre nos deux pays.\

LE PRESIDENT.- Je confirme tout à fait ce qui vient d'être dit par M. Felipe Gonzalez. Les sommets franco-espagnols au cours des dernières années ont permis une grande évolution des relations, sur un plan aussi bien psychologique que politique. Nos deux pays sont deux pays amis et leurs dirigeants se comprennent ou s'efforcent de se comprendre suffisamment pour aborder les questions internationales d'un commun accord.

- C'est ce qui se passe aujourd'hui, qu'il s'agisse de la Bosnie ou qu'il s'agisse, vous l'avez entendu à l'instant, des problèmes du Proche et du Moyen-Orient. Sur le GATT quel que soit le terrain sur lequel on s'avance, nous parvenons à ajuster les positions et à les harmoniser de telle sorte que nous continuons sur le terrain où nous nous sommes engagés, qui est celui d'une amitié active. Cela est dû, pour une large part, aux efforts du Premier ministre, notre ami Gonzalez et au gouvernement espagnol. Je tiens à les remercier de ces efforts, à quoi ils ajoutent, comme vous avez pu le constater, mesdames et messieurs, à Tolède en particulier, la qualité rare d'un bel accueil.\

QUESTION.- J'ai deux questions à poser £ pour M. Mitterrand tout d'abord : n'êtes-vous pas déçu par la faiblesse de la Communauté européenne en ce qui concerne la guerre en Bosnie ? A M. Balladur, je voudrais poser aussi une question : je voudrais savoir quelles sont les recettes concrètes qui permettent de relancer l'économie et de créer les emplois, solutions qui sont proches de celles de Felipe Gonzalez et quant à M. Felipe Gonzalez.

- LE PRESIDENT.- Je préfère la question que vous me posez à celle que vous avez posée à M. le Premier ministre. Il est très difficile de résumer en quatre mots une difficulté que personne n'a résolue dans le monde industriel occidental depuis maintenant dix-neuf ans. En ce qui concerne la Bosnie, je ne vois pas très bien le rapport. S'il s'agit de l'Europe en tant que telle, des difficultés qu'il y a à assister des peuples en danger, je comprends votre question. L'Europe est considérée comme un continent ayant un devoir de solidarité à l'égard de chacun de ses membres. Mais en tant que Communauté européenne, la question ne peut pas être posée. La Communauté européenne n'est dotée d'un moyen d'intervention dans ce domaine que depuis peu. Le traité de Maastricht, à peine ratifié, ne peut pas produire ses effets. Sans doute, y a-t-il d'autres moyens de concertation entre les pays qui composent cette Communauté et nous n'y avons pas manqué. La France, en particulier, a été à l'origine de toutes les initiatives qui ont été prises, aussi bien au sein des membres de la Communauté qu'au sein des Nations unies. Nous avons discuté avec nos amis, avec les Etats membres, mais en tant qu'institution, la Communauté n'avait pas compétence. On ne peut pas à la fois lui contester le droit de s'étoffer, de disposer d'une unité de vue politique et monétaire et en même temps lui demander de régler des problèmes qui n'étaient pas de son ressort.

- Donc, je ne suis pas embarrassé par cela, mais je suis en revanche très embarrassé et très inquiet de la manière dont on a abordé les problèmes touchant la Bosnie pour, non pas les mois qui viennent, mais pour les jours qui viennent, en raison de la rudesse de l'hiver qui s'annonce et de la continuation des combats. Si l'on devait se réjouir chaque fois qu'une dépêche de presse nous annonce qu'un accord a été établi entre les principaux belligérants, on aurait des satisfactions toutes les 48 heures mais suivies d'autant de déceptions.

- J'espère quand même, on espère toujours, que le dernier accord trouvera un point d'application. En tout état de cause, la France est disposée et prend même l'initiative qui convient, pour que des mesures soient prises afin d'assurer le passage par des voies privilégiées, de convois humanitaires qui permettront aux habitants des villes aujourd'hui assiégées et bombardées de ne pas voir leurs habitants mourir de faim ou de froid. Ces mesures semblent - si j'entends bien ce qui m'a été dit, il y a encore quelques heures, par M. le ministre d'Etat chargé de la défense et par M. le ministre des affaires étrangères - être en progrès.

- Ce qui paraissait impossible il y a quelque temps, semble devenir possible, avec le consentement qui était souhaité et demandé aux parties en cause. Il ne s'agissait pas d'aller là-bas pour ajouter la guerre à la guerre. Cependant, nous avons un devoir éminent d'intervenir sur le plan humanitaire pour, le cas échéant, imposer là où c'est nécessaire et quand c'est possible la paix et la vie contre la guerre et la mort.\

LE PREMIER MINISTRE.- Je ne puis m'exprimer longuement sur un sujet aussi vaste. Cela fait effectivement une vingtaine d'années que le monde traverse une crise qui est essentiellement caractérisée par le fait que de nouveaux pays producteurs font concurrence aux pays qui traditionnellement étaient les détenteurs quasi uniques du progrès. Comment peut-on résoudre ces problèmes ? Toutes les recettes ont été mises sur la table. Il faut retrouver la croissance d'abord. Je ne suis pas de ceux qui pensent que la croissance ne crée pas d'emplois. C'est tellement inexact que, lorsqu'il n'y a pas de croissance, on constate que le chômage s'accroît. C'est pourquoi nous soutenons, dans son principe - nous verrons pour pourquoi nous soutenons, dans son principe - nous verrons pour les modalités - l'initiative prise par la Commission et que nous souhaitons que le Conseil européen du mois de décembre en confirme les grandes lignes. Quant aux diverses méthodes pour adapter l'emploi je ne citerai que les têtes de chapitre sans aller plus avant - tout le monde dit la même chose : soit rendre la réglementation du travail plus souple, alléger les charges qui pèsent sur les entreprises, développer la formation. Tout le monde fait des variations autour de ces thèmes obligés. Parfois, il y a une idée nouvelle qui apparaît dans tel ou tel domaine mais finalement, il y a une sorte d'accord général sur le fait que c'est dans cette direction - là qu'il faut aller.\

LE PREMIER MINISTRE.- ` suite réponse sur le chômage ` J'insisterai simplement sur quelque chose : il est évident que la liberté du commerce mondial peut être un facteur d'accélération de la croissance. Ceux qui disent qu'il faut absolument signer cet accord sur le GATT - et la France est toute prête à le signer dès lors qu'il serait satisfaisant, cela va de soi - expliquent qu'il produirait d'ici une dizaine d'années deux cent milliards de dollars de croissance de plus. Moi, je pose toujours la même question : la croissance pour qui ? Si cet accord devait se traduire par le fait que les uns ouvrent leurs marchés aux autres qui conservent leurs marchés fermés, ce serait sûrement un élément de croissance pour ceux qui conservent leurs marchés fermés et qui peuvent accéder aux marchés ouverts des autres, mais ce ne serait pas un élément de croissance pour ceux dont les marchés sont plus ouverts que les autres qui les maintiennent fermés pour eux.

- Nous sommes extrêmement attachés, comme le Président de la République l'a donc rappelé, à ce que la discussion sur le GATT tienne compte légitimement des intérêts de tous et qu'il n'y ait pas deux poids, deux mesures dans aucun secteur, qu'il s'agisse de l'organisation du commerce, qu'il s'agisse des problèmes de la culture, qu'il s'agisse d'un certain nombre de productions (il y a l'agriculture mais aussi d'autres secteurs), qu'il s'agisse de l'ouverture aux marchés.

- Nous avons devant nous quelques semaines pour aboutir. Nous souhaitons aboutir mais il est évident que, pour aboutir, il faudra que chacun y mette du sien. Nous considérons que l'Europe a fait déjà beaucoup de propositions et que, jusqu'à présent, elle n'a reçu aucune réponse aux questions qu'elle posait. Je mets en garde contre la tentation de faire en sorte que ce soit le 14 décembre au soir qu'on résolve tout par un coup de baguette magique. Nous aurons besoin d'examiner attentivement les résultats, de nous faire une opinion, d'en débattre entre nous - au sein d'abord de la France mais également avec nos partenaires de la Communauté - et c'est pourquoi nous souhaitons que vers le début du mois de décembre les choses soient clarifiées. En

si on ne le fait pas, on s'expose à des mécomptes.\

QUESTION.- J'ai une question pour vous même et également pour le Président Mitterrand. Je voudrais vous demander, monsieur Felipe Gonzalez la chose suivante : il y a une force aéronavale France-Italie-Espagne, est-ce que cela fait partie de l'Eurocorps ou non et une question sur la décoration de la légion d'honneur à Miguel Indurain.

- LE PRESIDENT.- Il s'agit d'un grand champion, d'un beau caractère et d'un honnête homme, il a illustré son sport et son pays, il a acquis une réputation internationale et si c'est une façon de marquer la sympathie des Français pour les Espagnols, il me semble que c'est un bon moyen.

- M. GONZALEZ.- Il est évident que ce n'est pas tout à fait la même chose, l'Eurocorps et la force navale, naturellement cela fait partie de l'évolution dans le domaine de la défense européenne. Mais la force navale ne va pas faire partie de l'Eurocorps. En ce qui concerne l'Eurocorps, on est en train de mûrir la question.\

QUESTION.- Quelle est votre interprétation des déclarations américaines de Warren Christopher et de M. Clinton hier soir à Seattle, concernant Blair House et les accords du GATT ?

- M. GONZALEZ.- Je pense que l'interprétation est claire. Il y avait deux façons en fait, de donner suite à l'approbation de l'ALENA : une façon d'être plus ouverte pour que les négociations du GATT soient plus simples et une autre façon de considérer que la ratification de l'ALENA représente un élément de plus, en ce qui concerne l'affirmation de la position de l'administration américaine. Nous avons eu l'impression qu'il y avait d'un côté plus de souplesse et de l'autre côté moins de souplesse. Je pense qu'il vaut mieux attendre encore un peu, parce qu'il va y avoir des réunions en ce qui concerne l'interprétation de ce que veut dire en matière agricole l'accord de Blair House. Je pense qu'il faut attendre et il faut continuer à faire des efforts pour arriver à un accord mais à un accord raisonnable, bien entendu. Je pense qu'en ce qui concerne l'exception culturelle, il faut espérer que le traitement réservé à cette question permette, en fait, d'avoir de la part des Etats-Unis, un traitement semblable à celui accordé au Canada et au Mexique.

- LE PRESIDENT.- Les déclarations qui nous viennent des Etats-Unis d'Amérique ne sont pas tout à fait uniformes, selon les personnes qui s'expriment. Et d'ailleurs les mêmes personnes qui s'expriment ne disent pas la même chose. Il y a comme une sorte de jeu ou de confusion qui constituent les éléments préalables à l'achèvement de toute négociation. Je pense que c'est ce que l'on pense là-bas. Je le dis sans aucune allusion à notre ministre de la défense nationale qui ne verra aucune pierre dans son jardin : on ne peut pas faire de la diplomatie sur le principe du "quoniam nominor leo".\

QUESTION.- Monsieur le Président, je voudrais savoir si le gouvernement espagnol a pris des mesures, s'il y a des troubles en Guinée Equatoriale demain.

- M. GONZALEZ.- Il est évident que cela ne nous incombe pas du tout, s'il y a des problèmes d'ordre public. Il s'agit d'un pays souverain. Donc nous n'aurions rien à y faire mais nous sommes tout à fait convaincus de toute façon qu'il n'y aura pas de risques pour les Espagnols qui sont là-bas.\

QUESTION.- Hier, M. Clinton a dit que, s'il n'y a pas de conclusion aux négociations de l'Uruguay Round, il est évident que les Etats-Unis regarderont davantage du côté de l'Asie. Est-ce que vous pensez qu'il faut considérer que c'est une menace ?

- LE PRESIDENT.- Je n'ai rien à ajouter à ce que j'ai dit tout à l'heure. Menace ou pas menace, je pense que M. Clinton et ses prédécesseurs n'ont pas attendu les débats sur le GATT pour porter leur regard sur l'Extrême-Orient et sur l'Asie. Donc ce n'est pas nouveau. De plus c'est une région du monde particulièrement intéressante et productive. Donc je pense que l'on est en droit de demander au Président des Etats-Unis et à ses ministres d'avoir autant d'égards pour les Européens qu'ils en ont eu pour leurs amis, nos amis Canadiens, dans un domaine précis qui était celui de l'exception culturelle mais qui a montré qu'il n'y avait pas de rigidité absolue dans le domaine de la négociation du GATT. Les Français sont intéressés également par certains aspects de la politique agricole. A priori, cela mérite examen et il ne faudrait pas qu'à un entêtement réponde un autre entêtement. On ne sait pas après tout celui qui aura la tête la plus dure, mais ce n'est pas une bonne façon d'entretenir une relation cordiale.\

QUESTION.- Monsieur le Président je voudrais savoir si dans la perspective du Conseil européen

QUESTION.- Monsieur le Président je voudrais savoir si dans la perspective du Conseil européen du mois de décembre à Bruxelles, les Français, les Espagnols et d'autres vont pouvoir retenir votre suggestion d'emprunt de cent milliards d'écus pour relancer la machine ?

- LE PRESIDENT.- En ce qui concerne les cent milliards, c'est une proposition que je fais et je suis habitué à ce que mes propositions mettent du temps avant de trouver des réponses favorables. Si l'on ne fixe pas un objectif, alors on ne sait pas de quoi on parle. Les cent milliards, c'est ce que je souhaite et c'est ce qui me paraît possible. En tout cas, entre les cent milliards que j'espère pour le développement de la croissance et de l'emploi en Europe par la construction d'infrastructures : surtout communication et environnement, et le "pas-grand-chose" que l'on pratique aujourd'hui, puisque nous sommes encore en dessous des décisions prises à Edimbourg, il y a un an, je pense que la marge est suffisante pour que les Européens fassent un véritable effort. C'est là-dessus qu'on les jugera. Est-ce qu'ils sont en mesure, oui ou non, de s'attaquer avec audace à ce problème majeur de l'emploi par le meilleur moyen qu'ils ont à leur disposition, c'est-à-dire le développement du travail, pour des objectifs utiles à la communauté internationale.

- M. GONZALEZ.- Je voudrais ajouter que nous sommes tout à fait d'accord, il faudrait prendre une décision de cet ordre et nous en avons parlé d'ailleurs au cours de nos entretiens.\

QUESTION.- J'aimerais savoir si l'accord de la France pour le TGV pour l'année 2005 lui permettra de voir le jour et si le gouvernement espagnol va s'engager pour le train entre Barcelone et les Pyrénées pour cette même date.

- M. GONZALEZ.- Je réponds à la première question : en fait, je crois qu'il serait inutile qu'il y ait un effort de la part de la France pour arriver à la frontière pour 2004 ou 2005 et qu'il n'y ait pas l'effort correspondant du côté espagnol. Cela n'aurait pas beaucoup de sens de continuer cette ligne. Donc, à ce sujet nous sommes tout à fait d'accord, nous travaillons là-dessus et nous pensons bien pouvoir faire face à ce défi qui nous semble très important.\

QUESTION.- Monsieur le Premier ministre, M. le Président de la République vient de dire qu'à un entêtement ne pouvait s'opposer un autre entêtement. Est-ce que vous vous sentez visé par cette déclaration ?

- LE PREMIER MINISTRE.- Nous menons une action européenne et l'enjeu de toutes ces négociations du GATT, c'est de savoir si l'Europe va se construire comme un grand partenaire de la scène mondiale qui a le droit d'être entendu, qui a le droit de prendre des décisions à son rythme, selon les procédures qui lui sont propres et telles qu'elles sont prévues par ses institutions et je me permets quand même de le rappeler en passant... de telle sorte que ses intérêts légitimes soient préservés dans toute une série de domaines. Je ne vais pas reprendre l'énumération des domaines. Le Président de la République, le Président Gonzalez, moi-même, nous l'avons fait à tour de rôle devant vous, il est inutile d'y revenir. Mais je vais répondre à votre question, monsieur Volker, de la façon la plus simple : si rien ne bouge, il n'y aura pas d'accord de la France, c'est tout à fait clair. Jusqu'à aujourd'hui rien n'a bougé, l'Europe a fait toute une série de propositions. Jusqu'à présent, il n'a pas été répondu à ces propositions. Nous attendons des réponses. Mais je souhaite comme d'ailleurs tous les responsables européens, que les réponses qui nous seront faites nous permettent de signer un accord, car je préfère un accord à une absence d'accord. Mais, pas à n'importe quel prix, on répète toujours la même chose finalement depuis des mois, c'est ce qu'on appelle la continuité de l'action, je suppose.

- LE PRESIDENT.- En vérité, puisque la question m'est également posée, l'offensive est américaine. Si on est malveillant, on dira : "l'agression". Comme je ne suis pas malveillant à l'égard de ce peuple et de ce pays auquel nous lient tant de choses, je dirai simplement : l'offensive, l'exigence, soit sur le plan agricole, soit sur le plan culturel. Donc nous sommes en situation de défense que nous estimons légitime. L'entêtement n'est donc pas du même ordre. Qui ne comprendra que l'on doit s'entêter pour défendre sa propre vie et que l'on doit avoir peut-être un peu plus de souplesse lorsqu'il s'agit de s'en prendre aux intérêts de ses propres amis ?.\

QUESTION.- Il y a un instant, on parlait de la frustration qui est provoquée par la guerre de Bosnie et la participation de nos troupes, autant françaises qu'espagnoles, pour essayer de faire une opération de paix sur ce territoire. Nos opinions publiques commencent à se demander des deux côtés, et je parle de l'Espagne, parce que c'est le pays que je connais le mieux bien sûr,

jusqu'à quel point notre présence a un certain sens maintenant, si l'on ne change pas les missions, les structures de commandement et même la structure matérielle de nos forces. Avez-vous l'impression qu'actuellement, il va se produire une fissure dans nos opinions publiques, concernant nos actions concrètes et l'intervention de nos armées dans ces pays ? Qu'en pensez-vous ?

- LE PRESIDENT.- Je pense que, si la question se pose, les éléments de réponse fournis depuis le début de cette tragique affaire montrent quand même l'utilité des grands services rendus par les forces présentes en Bosnie. Que de vies sauvées, mais il est vrai que cet effort n'a pas été au bout de ce que nous pouvions en attendre et qu'au terme des mois d'hiver qui commencent, les opinions s'interrogeront, comme vous le faites aujourd'hui. Il appartiendra à ce moment-là aux divers gouvernements et aux Nations unies de faire le bilan car n'oubliez pas que nous sommes là comme des exécutants d'une mission internationale et si nous sommes, nous Français, le pays qui a fourni le plus gros effort, nous n'avons pas à en rougir, mais nous n'avons pas la responsabilité de la stratégie et des moyens mis à la disposition des soldats pour mener à bien leur action. Je pense en effet, monsieur, que la démonstration doit être faite au cours des mois prochains et qu'une réponse, je ne sais laquelle aujourd'hui, s'imposera à ce moment-là.

QUESTION.- J'ai une question pour M. Mitterrand et M. Gonzalez. Comment avez-vous abordé le besoin de coopérer avec le Maghreb, surtout dans des situations comme celle de l'Algérie ? Est-ce que vous pensez relancer le Forum de débat ou de coopération des pays européens méditerranéens avec les quatre pays du Maghreb ?

- LE PRESIDENT.- C'est un souhait que la France, l'Italie, l'Espagne notamment ont exprimé à diverses reprises au cours de ces dernières années que de parvenir à réunir des pays riverains du Nord et du Sud de la Méditerranée pour définir une zone de paix, de défense et de sécurité. Jusqu'ici, les conflits latents entre pays de Maghreb nous en ont empêchés. Ces conflits n'ont pas cessé. Il y a eu celui posé par le problème du Sahara occidental sur lequel les Espagnols ont quand même quelques lueurs. Je crois que la France et l'Espagne peuvent jouer un rôle utile pour apaiser, si cela est possible, les passions ou les antagonismes dans ces pays, si on nous le demande. En attendant, il s'agit de problèmes qui touchent des Etats souverains. Cela retarde l'heure de la grande rencontre entre les pays du Nord et du Sud de la Méditerranée. J'en suis navré, mais cela ne dépend pas de nous.

- M. GONZALEZ.- Je pourrais ajouter que la construction du Maghreb passe par certaines difficultés, étant donné la situation particulière de certains pays. La France et l'Espagne sont tout à fait d'accord sur le besoin de faire en sorte que la Communauté européenne puisse arriver à être particulièrement sensible à ces problèmes du Sud. On ne centre pas tous les efforts qui nous semblent raisonnables dans les pays du Centre et de l'Est de l'Europe, et cette sensibilité particulière vis-à-vis du Sud devrait faciliter une série de négociations en cours comme celle du Maroc avec la Communauté et devrait également nous permettre de mieux stabiliser la situation dans laquelle se trouve l'Algérie.

QUESTION.- Je voudrais vous poser une question concernant l'Algérie. Quelle est la place qu'a occupée dans vos conversations d'hier et d'aujourd'hui ce pays ? Je voudrais savoir également, étant donné l'aggravation de la situation et la persistance dans ce pays de la guerre civile, si vous ne croyez pas que les pays du Sud de l'Europe et plus particulièrement la France ne devraient pas essayer de conseiller le gouvernement algérien à engager une négociation avec l'opposition ? Qu'en pensez-vous ?

- LE PRESIDENT.- La diplomatie française fait ce qu'elle peut mais elle ne détient pas la clé, comme dans toute guerre civile et toute demande qui nous serait faite de faciliter la réconciliation, si on peut employer ce terme, serait naturellement entendue, mais nous sommes loin du compte et nous ne prétendons pas offrir une médiation qui n'aurait pas de sens. Il y a un gouvernement algérien avec lequel nous avons des relations officielles. Nous continuons à maintenir ces relations et nous nous efforçons de ne pas donner d'atouts particuliers à la révolte contre les institutions.

- M. GONZALEZ.- Nous avons parlé avec le Président de la République, avec le Premier ministre,

de la situation en Algérie et c'est une préoccupation. Les ministres des affaires étrangères en ont parlé également et ceci est tout à fait logique. Ce sont des pays voisins avec des liens historiques fort importants. Nous avons une position très semblable. Il faut maintenir un certain équilibre entre le respect des institutions d'un pays et la nécessité de faire un gros effort pour faire en sorte que la situation se déroule de façon la plus raisonnable possible, au niveau économique et à tout autre niveau. Vous posez une question concernant la possibilité d'une négociation interne. D'après les informations que nous avons eues, on essaye justement d'arriver à cette négociation. Malheureusement les conditions ne sont pas toujours les meilleures. Mais ces jours-ci, on reparle d'un effort pour arriver à une négociation qui puisse apporter et garantir la paix dans ce pays. Mais il est évident que les conditions ne sont pas les meilleures pour que cet effort de négociation interne porte ses fruits. C'est vraiment une des voies que nous sommes en train d'exploiter, d'analyser à fond avec les autorités algériennes, afin de faire en sorte que les choses se calment.\